

ABONNEMENTS:

Canada et États-Unis - - \$1.00
Union Postale - - - - - \$1.50

Directeur: HECTOR HEROUX

DIEU ET MON DROIT

Imprimé et publié par la
WEST CANADA PUB. CO. LTD.
619 Ave. McDermott
Téléphones - - Garry 4264-4265

La Liberté à \$1.50

Les directeurs de la compagnie qui publient la "Liberté" ont décidé, en face de la hausse constante du prix du papier et de tous les matériaux qui entrent dans la composition de ce journal, de porter à une piastre et demie le prix de l'abonnement à ce journal. Ce changement deviendra en vigueur le 1er mars prochain. D'ici là nos lecteurs pourront s'abonner à l'ancien prix. Ils auront même le privilège de payer un an ou plus en avance.

Ce changement de prix aurait dû se faire longtemps auparavant. Même avant la guerre, les propriétaires de journaux se plaignaient de la hausse continuelle du coût de la main d'œuvre, du prix du papier et de tous les matériaux dont on se sert dans une imprimerie. Aux États-Unis, presque tous les journaux, plusieurs même avant la guerre, les autres depuis, ont doublé le prix de leur abonnement. Cet exemple a été suivi au Canada, non seulement par plusieurs quotidiens, mais même par nombre d'hebdomadaires. Le prix de l'abonnement aux journaux était, peut-on affirmer, la seule chose qui eût échappé à la vague de l'augmentation. Mais rien ne peut résister à l'inévitable.

L'Allemand Favorisé

An cours d'une assez longue polémique avec la Free Press, l'un des derniers, nous avons démontré, textes officiels en mains, que le Département d'Instruction Publique d'Ontario accordait à la langue allemande un traitement de faveur qu'il refusait à la langue française. Le cas semblait se borner aux écoles primaires et secondaires. Mais il en serait tout autrement si nous en crovons le Star de Toronto qui a fait une étude approfondie du programme d'études de cette université. Nous empruntons ces détails à une dépêche de Toronto publiée il y a une quinzaine par le Droit d'Ottawa.

"La langue allemande a-t-elle la préférence sur les langues anglaise et française dans les cours de l'université de Toronto?" "C'est net plus un simple soupçon que cette préférence, disent quelques critiques de Varsity. On déclare que le cours en allemand est en quelque sorte infus plus significatif que celui en anglais. Dans un essai, on dit que l'annuaire de l'université recommande aux étudiants de choisir l'allemand de préférence au français et à l'anglais.

"Le Star a fait une étude soignée sur l'annuaire de Varsity pour 1916-17, et le paragraphe ayant trait à la "préférence" a été découvert à la page 156, qui définit les conditions d'entrée pour les cours grecs et latins. Ce se lit comme suit: "Un étudiant qui ne peut pas en grec ou en hébreu doit obtenir préalablement à l'immatriculation ou à un examen équivalent les notes suivantes: au moins cinquante pour cent en grec, la note suffisante à au moins quarante pour cent en latin, mathématiques, algèbre et géométrie aussi bien que dans au moins une des langues suivantes: anglais, allemand, français, préférentiellement l'allemand."

"Les cours d'études classiques dans le département des langues modernes de Varsity pourraient bien être comparés avec nombre d'autres alloués pour l'étude de chacune de ces langues. Les voici, l'allemand détenant la tête avec une grosse marge: Allemand, 34 heures; Anglais, 22 ou 24 heures; Français, 16 heures; Italien, 14 heures; Espagnol, 14 heures.

"Il y a une note significative à la tête de la page qui décrit le cours en allemand: "Aucun candidat ne devra joindre aucune classe en allemand sans avoir au préalable satisfait le professeur quant à ses aptitudes à profiter de l'instruction donnée."

"Il y a une liste presque interminable d'ouvrages allemands qui sont employés comme livres scolaires et ouvrages de références dans ces différents cours d'études.

"Les Allemands ont la réputation d'être incultes sans doute, et, comme le déclare le Morning de Victoria, l'allemand d'assister et passera de longues périodes à préparer des travaux, ne que l'anglais ne fera pas à cause de son peu de patience. Mais l'Anglais profite par le laborieux travail du plus patient Allemand.

"Le professeur Fleming a dit au Star que le personnel du professeur allemand à l'université a été beaucoup diminué par la guerre et ceux qui restent ont un plus lourd fardeau d'enseignement qu'auparavant.

"On a déclaré que l'on avait fait une augmentation dans le nombre d'heures consacrées à l'allemand", dit le Star. "On déclare qu'il se donne à présent un cours de sept heures par semaine."

"Cela n'est pas correct", dit le professeur du Victoria en allemand. "La cours est de quatre heures par semaine, mais depuis le printemps dernier nous avons ajouté un cours de philosophie qui comprend deux heures d'allemand par semaine. Nous aurons d'autres cours ajoutés, mais on ne l'a pas fait. Aucun des autres étudiants ne le prend, de sorte que cela n'affecte personne."

"Il n'y a qu'un étudiant, un Monmouth, jeune garçon du Manitoba, qui suit ce cours de philosophie."

Deuxième Pas

Un deuxième pas vers l'abîme de la neutralité scolaire vient d'être fait par les chefs de notre classe dirigeante manitobaine.

Le premier pas fatal a été fait en 1890, alors que les écoles confessionnelles ont été remplacées par les écoles neutres. Nous ne voulons pas insister sur ce dernier, pour aujourd'hui, du moins, car c'est de l'autre que nous voulons parler.

L'enseignement secondaire et universitaire avait été sauvé du naufrage de l'école primaire. Le Manitoba affilié de l'enseignement neutre dans ses écoles primaires restait encore chrétien dans son enseignement secondaire et universitaire.

Les influences secrètes qui ont poussé la province dans la voie fatale en 1890 ne devaient de continuer leur marche en avant vers la neutralité, et là l'ont fait. Le jeu a été habilement conduit. Les écoliers eux-mêmes se jettent dans la gueule du loup, car ce sont bien les collégiés, par leurs représentants, qui ont voté, l'autre jour, la

motion demandant au Gouvernement de réformer l'université. Il serait plus juste de dire de réformer, car l'université n'y a pas rien, mais en notre siècle de progrès à rebours sur le terrain scolaire, tout ce qui émane de l'idée religieuse est une réforme, et à ce compte le Gouvernement va réformer l'université.

Pas de doute il est à la hauteur d'une pareille tâche. Le Collège de Saint-Boniface a voté contre le projet. Comme le disait Monseigneur Cherrier, l'un des représentants du Collège de Saint-Boniface il était du Collège de ne pas donner dans le panneau. Il peut se faire qu'il perde tout, mais il aura sauté au moins son honneur.

"Vous pouvez nous assassiner, a dit Mgr Cherrier, mais vous ne pouvez pas nous demander de nous suicider."

C'est l'exacte position exposée d'une manière concise et franche. Rien à savoir maintenant dans le détail quelle belle réforme le Gouvernement va faire, car son projet de loi, si souvent préparé ailleurs qu'à la table des ministres, est certainement prêt, mais il n'a pas encore vu le jour.

Ce sera une réforme brillante, genre perle dont nous avons déjà entretenu nos lecteurs. Ca brillera très probablement, pour ne pas dire éblouissant, du plus beau reflet aninal.

D'ailleurs le professeur actuel de sciences n'est-il pas partisan de l'enseignement tel qu'on le fera pour les futures chaires d'enseignement que fondera le gouvernement devenu le grand maître d'école de par la grâce des loges.

L'évolution, vous savez, amis lecteurs, c'est un grand système très moderne et très parfait; à ce compte vous avez des singes pour ancêtres. Quel est le pedigree de votre grand-père singe où ne saurait trop le dire, mais c'est déjà une consolation de savoir que vous descendez des singes.

A voir agir certains messieurs, vraiment on le croirait.

Bonne Entente

Des relations plus cordiales commencent à s'établir entre Québec et Ontario: elles ne sont peut-être que le début d'une bonne entente solide et durable. L'Anglaiserie et la France ont été ennemis pendant des siècles et cela n'empêche pas qu'aujourd'hui Anglais et Français sont unis comme des frères, poursuivant le même idéal, versant leur sang pour une cause commune.

La bonne entente existera au Canada entre les fils de ces deux races neuves, le jour où ils se seront reconnus des droits égaux, la même mesure de liberté.

Il faut espérer que les sentiments qui animent une certaine classe d'Ontariens gagneront les masses populaires, traverseront même les frontières manitobaines. La bonne entente n'est pas seulement l'avis toujours voulu, mais à ce seule condition: c'est qu'elle soit basée sur l'égalité et la justice. Elle sera impossible tant que la majorité travaillera à dénier les minorités. Nous ne pouvons pas abdiquer, nous sommes contraints par la force, des droits que nous sentons être de notre devoir de défendre. Si nous le faisons, nous serions des lâches.

Nous n'avons rien fait, du reste, pour mériter l'humiliante situation qui nous est imposée dans cette province. Venus, en grande partie de Québec, nous en avons apporté des principes de tolérance, de respect pour les droits et les privilèges établis. Que la bonne entente s'établisse! Nous le désirons et la saluerons avec joie; car les divisions de race n'ont jamais engendré rien de bon. Elle régnera si la majorité anglaise nous considère comme des citoyens égaux à eux-mêmes en tout point et non comme des étrangers venus pour mendier leur pain quotidien.

Tant que l'état de choses actuel existera, ce ne sont pas des frères que nous voyons dans nos compatriotes anglais, mais des persécutés!

Contre l'Ecole Catholique

The Month, un des plus importants périodiques anglais de Londres et qui honore de la collaboration d'écrivains catholiques anglais de renom, publie dans son numéro de décembre dernier un article vigoureux et au point sur la question bilingue dans l'Ontario. L'auteur, comme il le dit au cours de ses commentaires sur le jugement du Conseil Privé, a longtemps vécu dans l'Ontario et étudié sur les lieux et de près tout le problème scolaire ontarien. Ne le dirait-il point qu'on le devinerait à l'ampleur et à la sûreté de son information. Il n'en est pas à son coup d'essai. En juin dernier, au plus fort de la crise bilingue, il avertissait les catholiques anglais d'Ontario qu'on s'unissait aux Orangistes contre l'école bilingue, ils travaillaient à la ruine future de tout le système des écoles séparées. Après l'école bilingue, de l'aveu des connaissances le plus solide rempart de l'école catholique dans l'Ontario, viendra le tour des écoles séparées de langue anglaise. The Month trouve, à bon droit, une justification de sa thèse dans les commentaires des juges du Conseil Privé. De nouveau il sonne l'alarme et avertit les catholiques anglais de l'Ontario. Que le problème bilingue dépasse le cadre "catholique français et catholique anglais", c'est aussi l'une des conclusions du collaborateur du Month. C'est net point travailler à assurer la sympathie d'une race que de fouler aux pieds ses traditions les plus chères.

Voici l'article du Month: "La décision du Comité Judiciaire du Conseil Privé, qui confirme le droit de la législature locale de décider ce qui lui plaît concernant le français dans les écoles publiques et séparées de l'Ontario, qui ne reconnaît à la minorité catholique des droits et privilèges statutaires autres que ceux de l'enseignement religieux, semble, de prime abord, une victoire complète des adversaires catholiques "anglais" de la langue française, de leurs alliés les tenants de l'école "neutre", les Loges orangistes et tous les autres ennemis de l'éducation catholique. Une autre décision, sur un point subsidiaire mais important et se rattachant au litige essentiel, n'est pas moins à la portée de la minorité catholique. La Commission des Écoles Séparées d'Ontario ayant, pour protester contre le Règlement du Ministère d'Instruction Publique d'Ontario réglant l'emploi de la langue française, refusé d'ouvrir au temps fixé les écoles sous son contrôle, certains membres "anglais" de la Commission demandèrent aux tribunaux l'émission d'un bref d'injonction obligeant la Commission à accomplir son devoir. La Commission ne tenta pas de résister à ce bref d'injonction, la législature provinciale nomma ad hoc une commission gouvernementale devant

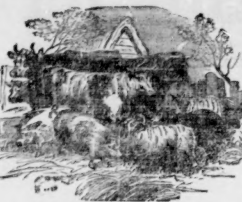
avoir sous son contrôle les écoles séparées, et entre les mains de laquelle nous sommes, pour un temps indéfini, tous les pouvoirs et toute l'autorité de la commission localement éligée. Cette loi, les juges du Conseil Privé ont déclaré ultra vires, non seulement dans sa pratique, mais dans son principe même: leur décision s'étaye sur des lois antérieures définissant les droits et pouvoirs des commissions scolaires.

"Ces juges ont ajouté, nous devons en prendre note, qu'au cas où la Commission des Écoles Séparées persisterait dans son refus d'ouvrir les écoles primaires sous son contrôle les enfants catholiques d'Ottawa, passeraient, *in loco*, sous l'empire de la Loi d'Instruction Obligatoire de l'Ontario et perdraient tous les droits et privilèges que leur garantit la Loi des Écoles Séparées.

"Voilà, en résumé, la situation à l'heure actuelle. La Province s'est vu confirmer son droit de statuer comme elle verra de l'usage du français dans toutes les écoles relevant de sa juridiction, écoles publiques et confessionnelles, même, semble-t-il, en ce qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas où elle ne les exercerait pas de façon à plaire au ministre de l'Éducation, qui, en ce cas, s'efforcerait de faire passer la loi. La Commission, qui a vu confirmer le droit d'abolir le français, pourvu que cela ne viole pas ouvertement les droits et privilèges statutaires religieux de la minorité catholique en tant que formant un tout (as a whole). D'un autre côté, la Commission Scolaire des Écoles Séparées d'Ottawa est réintégrée dans tous ses pouvoirs et dans toute son autorité, soumise à la pénalité d'écrou au cas

1

Autour de la Ferme



LE BLE D'INDE

Autres petits conseils

10—Semez votre blé d'Inde assez tard, car il souffre beaucoup des gelées du printemps.

Les tiges seront plus grosses, mais les épis s'élèveront à mesure qu'il y aura plus de pluie. Il vaudrait mieux cependant le passer au hachepaille.

30—Les quintaux doivent être de 30 à 40 bottines. Ils résistent mieux au vent et se conservent sans dessécher.

40—Dans le Québec, on dit que le blé d'Inde dessèche trop la terre. N'empêche qu'on l'y cultive et qu'on en est très satisfait. Mais jamais l'on n'y entend en le semant préparer la terre pour une autre semaille. Ici, dans notre terre inféconde et infécondée, le blé d'Inde est une préparation à une grosse récolte de blé. Personne ne s'occupe de cette plante apparue, comme les trèfles, à la famille des légumineuses. On sait que les trèfles enrichissent la terre en la nourrissant des gaz de l'air. N'empêche que bien faite, la culture du blé d'Inde détruit les mauvaises herbes, conserve l'humidité par son feuillage. Cela suffit pour assurer l'air suivant une belle récolte de blé. C'est un fait démontré par l'expérience.

Il y a donc deux avantages à semer du blé d'Inde :

10—On obtient un fourrage très riche et très abondant.

20—On prépare la terre qui n'aura pas même besoin d'être labourée pour recevoir la semaille de blé.

Le guéret d'été, dites-vous, fait aussi ce nettoyage et conserve l'humidité.

Où, mais il vous coûte au moins \$10 à \$20 l'acre. Et la culture du blé d'Inde, (culture demandant moins de travail), vous donne de 5 à 12 tonnes d'un fourrage excellent. Ce fourrage vaut bien de \$7.00 à \$8.00 la tonne.

—Et vous dites que ce blé d'Inde ferait avec la luzerne un fourrage excellent pour les vaches à lait.

—Où. Même trop riche. Il faudrait y mêler un peu de paille.

—Moi, j'y ajoute du grain. Autrement, mes vaches tarissent.

—C'est étrange, mais voyons. Votre luzerne, vous l'avez coupée à temps, je suppose.

—Bien non. Je n'ai pas eu le temps de la couper quand elle a commencé à fleurir. Elle était probablement mûre quand je l'ai coupée.

—Vous avez ainsi beaucoup perdu. Votre luzerne avait perdu ses feuilles, qui contiennent de la protéine; elle a ainsi perdu la moitié de sa valeur. Et cette luzerne ainsi défeuillée, comment l'avez-vous conservée ?

—Je l'ai passé au hachepaille et mêlant autant de fourrage vert. Mais le plafond de la étable n'est pas recouvert de terre et la saur de l'étable a un peu gâté mon fourrage.

—Où, oui, c'est-à-dire que votre luzerne ne valait plus rien.

De la luzerne bien récoltée, bien conservée, mêlée à une moitié de fourrage vert bien séché, on mène à de la paille, fera avec le blé d'Inde une nourriture complète.

Si vous passez votre blé d'Inde au hachepaille, il ne faudra pas en couper plus que vous pouvez en dépenser en deux ou trois jours. Le surplus serait perdu, gâté par la saur de l'étable et plus meilleur que votre luzerne défeuillée.

N.-C. JUTRAS, ptre.

LUZERNE ET BLE D'INDE

Monsieur le Curé de Lethbridge est un bon avocat du blé d'Inde et il a mille fois raison, car c'est une culture que tous nos cultivateurs devraient faire; elle est payante.

Mais Monsieur le Curé ne malmène-t-il pas un peu ce pauvre "Agriculteur" en lui faisant dire, ou à peu près, que dans son zèle pour la luzerne, il a oublié le blé d'Inde.

"Agriculteur" terminait son petit article du 27 décembre dernier intitulé: "Son et luzerne", par ces paroles:

"Pas de son, pas de foin naturel, de la luzerne, du blé d'Inde et de la bonne paille. Vous avez tout cela chez vous. Pourquoi payer \$32 la tonne pour le son?"

Dans nos somnolentes d'accord. Monsieur le Curé a mille fois raison et nous n'avons pas tort. La belle chose de pouvoir s'entendre.

Mais ce qui lui trait le comble au bonheur des deux, ce serait de voir nos cultivateurs entrer dans le concert, cultiver la luzerne, le blé d'Inde, et surtout avoir des bêtes pour leur servir cette nourriture.

La luzerne fera économiser le son à \$32 la tonne; le blé d'Inde empêchera nos cultivateurs de perdre une bonne moitié de leur temps en carex, et ménagera chevaux, avoine et hommes en hiver, et par-dessus le marché les morceaux de terre cultivés en luzerne et en blé d'Inde donneront du 40 minots à l'acre quand par aventure le cultivateur se mettra en tête de leur faire pousser du blé. Mais quand de belles pièces de luzerne auront donné leur profit, nous croyons qu'un héritier à leur faire produire même du 40 minots à l'acre.

"AU FRONT"

Voici encore un beau livre sur la guerre, plus particulièrement psychologique cette fois, et d'une psychologie qui va loin. Son auteur est le lieutenant de zouaves Maurice d'Artois, lequel — nous apprend son préface, le défunt marquis de Sévigné — "a fait de sa personne dix-sept prisonniers, qu'il a ramenés au pas de parade, sous un feu violent". J'ai eu le plaisir de voir, l'un d'un de ses passages à Paris, le lieutenant

d'Artois. Il est l'homme de son œuvre, intègre et réfléchi, avec une voix tranquille et des yeux de feu, voilés d'une brume mystique.

Entre tant de types de combattants, celui qui s'observe et qui raisonne est un des plus caractéristiques. La guerre est une issue de la personnalité profonde. Elle nous donne, non seulement des idées pathétiques, mais encore des examens de conscience et un renouveau de philosophie. Cette tendance commence à devenir très nette. La stagnation méditative de la tranchée y est sans doute pour

quelque chose. Mais il faut encore noter ceci que la guerre a saisi une génération en plein travail de révision intellectuelle, morale et politique, pleine des plus riches promesses, hélas! Elle a fauché ici, exalté là, rempli d'avance les consciences. Nous ne sommes pas au bout des surprises, dans cet ordre d'idées.

Il est difficile de donner, par des citations, une impression exacte de ce livre du lieutenant d'Artois. Le sentiment du divin, de la petitesse de l'homme en présence de l'infini des problèmes posés, est en ce livre, répété partout, à la façon d'une douce lumière. Puis, tout à coup, une vision dure et angulaire s'impose à ce courage réfléchi, à cette âme singulièrement noble. Et de là, le passage suivant du chapitre si bien intitulé l'Âme des combattants français:

"Et tout au front, à de rares exceptions près, nous témoignons sans retenue bête ni faux respect humain de notre religieuse inclination."

C'est la certitude calme et en-tendue du péché constant qui porte vers Dieu dont on sent le besoin impérieux et absolu.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

C'est le cri continu de la mort fait pressentiment subconscient d'un livre du lieutenant d'Artois. C'est la certitude que la mort est à la portée de la main.

gées de la paix, le Français sent son Dieu et mange du pain, le voici devenu un modèle de pitié dès qu'il a revêtu son armure. La foi est pour lui inséparable du combat.

Qui saura nous décrire un jour la splendeur et l'activité de nos masses ciblées à quelques mètres de l'ennemi.

C'est parfois dans la vieille église, se dant le Christ venant à été respecté du canon boche. Ou bien dans la chapelle ruinée déjà par les obus, et au-dessus de laquelle, durant même l'effroi, s'élève encore les ombres incertaines en un défi sacrilège.

C'est aussi en plein champ, et, caché simplement aux yeux de l'ennemi, par un mince rideau de broussailles et sur un de ces petits autels si pratiques que nos aumôniers emportent partout.

Où que ce soit, une foule compacte toujours se presse. Officiers de tout uniforme et simples soldats, canonniers, sapeurs et fantassins, accourent deux à deux, venant assister au sacrifice d'un homme, et du divin symbole se hausse la loi d'héroïsme humain.

Les communions sont nombreuses et cette Eucharistie est un tel défi, le renouvellement puissant de la foi, la Seine de Jésus. Les prières que l'on dit là sortent et jaillissent toutes du plus profond des consciences.

Et, pendant l'offertoire ou l'élévation, devant tous ces visages fatigués qui penchent très bas leurs fronts et leurs visages, tantôt très grands le canon et criant les mitrailleurs, on ne peut s'empêcher de penser comme Dumas fils en 1870: qu'il y aura toujours, dans le soldat français, du Fils de Clovis et du croisé de saint Louis.

N'est-ce pas que cela est bien et nettement dit — parce que bien et nettement senti — sans faiblesse et sans tremblement? Ah, la sincérité, quelle force littéraire et humaine elle supprime les vains apaisés! Mais voici qui est d'un tout autre ordre, non moins savoureux: l'histoire d'un épisode du 6 septembre 1914, en pleine bataille de la Marne, connu sous le nom d'affaire "Du Gué Barré", où les hommes, par les sens guerriers de la race, ruent sur l'ennemi et le mettent en fuite; il n'y a certainement rien de plus beau dans les mémoires des grognards de Napoléon.

"Eh bien, le Gué-Barré est en vue. Au mépris de toute prudence, les Allemands ne pouvant croire sans doute que nous sommes si près d'un allumage des feux pour le repas du soir.

Et là, à six ou sept cents mètres derrière ce rideau d'arbres, on distingue nettement le canon, le canon ennemi.

L'occasion semble unique et chacun de nous est persuadé que l'ordre d'attaque va être donné. Mais au pied même de la colline, dans les champs ravins et broussaillés, la halte est donnée. Le commandement a senti le harcèlement des troupes et le danger de l'attaque ne sera lancé que demain seulement, au petit jour.

— Alors, mon capitaine, on n'attaque pas? demande un sergent.

— Non! mes enfants, on va dormir, on prendra des forces et à la première heure du matin, on les aura.

Dormir! ou va dormir! Voici l'heure bénie du repos qui, comme, quelle douceur voir avoir les herbes du fossé, les bûches renversées et les gros cailloux eux-mêmes! Chacun regarde dans le ciel, et l'on se sent en train de se lever, et l'on se sent en train de se lever, et l'on se sent en train de se lever.

Les sacs sont jetés, on va former les filets, quand, soudain, une voix inconnue, un peu éraillée, sort d'un buisson, et dit: "C'est vous qui êtes là, les Français?"

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

— C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français? — C'est vous qui êtes là, les Français?

Cote du Grain

Mardi soir, le 23 janvier 1917

	Décligé	Inspecté	"Tough"	Rejeté	"Smutty"
BLE					
No 1 Nord.	178½				
No 2 Nord.	174¾				
No 3 Nord.	170¼	Spécial			
No 4 Nord.	157¾				
No 5 Nord.	136¾	144¾			
No 6 Nord.	104¾	128¾			
Fourrage					
AVOINE					
2 C. W.	567½				
3 C. W.	547½				
Extra 1 four.	547½				
No 1 four.	507½				
No 2 four.	527½				
ORGE					
No 3	98				
No 4	92				
Rejeté	79				
FOURRAGE					
LIN					
1 N. W. C.	262¾				
2 C. W.	259¾				
3 C. W.	243				
Rejeté	243				

DECHARGE veut dire "déchargé" à l'élevateur terminus à Fort William et Port Arthur.

INSPECTE veut dire "inspecté" par les inspecteurs du gouvernement à Winnipeg.

La cote pour le grain "tough", "rejeté", "smutty" est pour ce grain déchargé.

Cote à la Fermeture

	Blé	Avoine	Lin	Orge
Octobre	139¼			
Mai	189¾	60½	271	103
Juillet	180¾	60½		

Cote fournie par Le Comptoir Agricole, "Limited"

Les plus hauts prix obtenus Retours prompts et satisfaisants

Le Comptoir Agricole, "Limited"

LES SEULS CANADIENS-FRANÇAIS COURTIER EN GRAIN DANS L'OUEST CANADIEN

M. Langille, gérant général

296 Portage Ave. Winnipeg

BELIVEAU PEACE LIMITED, Propriétaires
432 RUE MAIN 293 AVENUE PORTAGE
ce de la Banque du Com-
merce EDIFICE PARIS
Tel. Garry 1967—1968 Tel. Main 2273—2274

Norwood, Saint-Boniface, Man.
